

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE
ARRONDISSEMENT D'ISTRES
Ville du ROVE
EXTRAIT DU REGISTRE
DES ARRETES DU MAIRE

N° A 2022-90

Objet : ODP ETE Réseaux- Chemin de la Batterie - DEMESMAEKER

- **Vu** la loi n°82.623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, précisant les conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales,
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article 2213 et suivants,
- **Vu** le Code de la Route, notamment les articles L 325-1 et suivants et les textes pris pour leur application,
- **Vu** la demande de la société ETE Réseaux pour ENEDIS en date du 04/11/2022,

-**Considérant** la nature des travaux à réaliser par la société ETE Réseaux, consistant à effectuer des travaux de branchement et raccordement aéro-souterrain, chez M. DEMESMAEKER, Chemin de la Batterie, pour ENEDIS.

-**Considérant** qu'il est nécessaire de prendre des mesures réglementant le stationnement du matériel et des véhicules aux abords du chantier à partir du 24/11/2022 pour une durée de 30 jours.

ARRETONS

Article 1er.

Autorisons la société ETE RESEAUX à effectuer les travaux de branchement ENEDIS et à occuper le domaine public en agglomération, Chemin de la Batterie à NIOLON, à **partir du 24/11/2022, de 08h00 à 18h00 pour une durée maximale de 30 jours.**

En aucun cas la société ETE RESEAUX n'est autorisée à entraver les voies de circulation pour la réalisation des travaux. Elle devra s'assurer de la liberté de passage pour les maisons de l'impasse, ainsi que le centre UCPA.

Article 2.

La signalisation nécessaire sera mise en place par la société en amont du dispositif, de manière à prévenir les usagers de la route des obstacles.

Un balisage devra être implanté à proximité du chantier de manière à matérialiser sa présence.

Article 3.

Le stationnement à proximité des chantiers est interdit pendant toute la durée des travaux.

Article 4.

Les infractions aux dispositions du présent arrêté qui sera publié et affiché dans les conditions réglementaires et habituelles, seront constatées par procès-verbaux.

Article 5.

Tous les véhicules en stationnement irrégulier et gênant le passage seront mis en fourrière.

Article 6.

Toute personne lésée peut demander au représentant de l'Etat dans le Département de déférer au Tribunal Administratif l'acte administratif qu'il estime contraire à la légalité dans les deux mois suivant sa transmission.

Article 7

Madame la Directrice Générale des services, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Carry-le-Rouet, Monsieur le chef de Service de Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Fait au Rove, le 08/11/2022

Georges ROSSO
Maire du ROVE

Vice-président de la Métropole Aix-Marseille Provence
Chevalier de la Légion d'Honneur

